

guerre nucléaire. Ne devrions-nous pas consacrer notre énergie intellectuelle à l'élaboration de moyens d'empêcher une première attaque de l'URSS contre les États-Unis ou vice versa.

Le premier ministre a eu le courage de mettre en question la légitimité du rôle d'attaque de nos avions porteurs de bombes atomiques en Europe. Nous devrions appliquer le même raisonnement ici, et nous devrions admettre que les Russes tout autant que les Américains ont une peur légitime de subir une première attaque nucléaire. Comme Canadiens, nous pourrions peut-être aider grandement à éviter la guerre nucléaire par une recherche sérieuse de moyens d'utiliser notre situation géographique pour réduire la tension chez nos deux puissants voisins. Le maintien de notre appartenance à l'OTAN rendrait cette possibilité réalisable.

En conclusion, je propose que les Canadiens s'engagent dans une voie qui témoignerait de leur maturité émotive et intellectuelle. Notre retrait de l'OTAN n'est pas l'abandon de nos amis. Au contraire, nous prendrions un chemin convenant à la situation actuelle. Nos alliés démocratiques en Europe sont maintenant prospères et forts, et ils peuvent se défendre seuls. Nous sommes aujourd'hui en mesure de nous joindre aux nations de puissance moyenne comme la Suède et la Yougoslavie qui cherchent leur propre voie dans l'histoire.

Nous faisons partie de la grande famille humaine et nous avons beaucoup à offrir pour le maintien de la paix et le soulagement de la pauvreté dans le monde. Nous devrions désormais faire servir nos énergies à la poursuite de ces fins.

M. H. E. Stafford (Elgin): Monsieur l'Orateur, nous avons beaucoup entendu parler de nos forces en Europe. Dans la plupart des discours, on a semblé préconiser une réduction de nos forces plutôt que leur retrait pur et simple. Comme bien d'autres députés, j'ai essayé de compléter cet immense cesse-tête, mais j'ai beau assembler les pièces de toutes les manières possibles, je n'obtiens jamais l'image claire d'une politique précise. Peut-être ai-je emboîté les pièces avec trop de souci. Beaucoup de nos partenaires de l'Alliance ont déjà manifesté leur appréhension. Le ministre des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne M. Willy Brandt, a exprimé son inquiétude dans son pays et pendant son séjour au Canada. M. Dennis Healey, ministre de la Défense, en Grande-Bretagne, a lancé une mise en garde contre la contagion de l'unilatéralisme. Il s'est agi là d'un des deux principaux sujets discutés à la réunion des membres de l'OTAN qui a eu lieu à Wash-

[M. Broadbent.]

ington pour commémorer le vingtième anniversaire de l'Alliance.

• (9.30 p.m.)

Le 14 avril, le premier ministre (M. Trudeau) a répondu à la Chambre à une question d'un des membres de l'opposition en disant: «Nous n'avons jamais parlé d'un retrait planifié, mais d'une réduction planifiée.» Il semble que cette réponse indiquerait que nous projetons seulement la réduction de nos forces en Europe et non leur retrait.

Je n'ai pas l'intention de passer en revue toutes les déclarations qu'on a faites à ce sujet. Nous avons déjà réduit nos effectifs au sein de l'OTAN à quatre reprises, mais nous l'avons fait après avoir consulté nos alliés de l'OTAN. Cette fois-ci, nous avons pris notre décision sans les consulter, et c'est cela qui a semé la consternation parmi nos alliés. La déclaration du gouvernement à cet égard, toute imprécise qu'elle soit, porte à croire que le gouvernement envisage plus qu'une légère réduction de nos effectifs en Europe.

Il est malheureux qu'il ait fallu prendre pareille décision en ce moment, car l'équilibre de la sécurité européenne est mis en péril par la présence de troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. Ce redéploiement des troupes des pays du pacte de Varsovie met l'Allemagne occidentale, l'Autriche et la Yougoslavie dans une situation beaucoup plus vulnérable. Auparavant, les forces armées de la Tchécoslovaquie, même si elle a signé le pacte de Varsovie, ne constituaient pas une menace bien grave. Je ne suis pas d'accord avec le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) quand il dit que l'invasion de la Tchécoslovaquie est une preuve de la faiblesse de la Russie. L'Union soviétique vient de créer une nouvelle menace stratégique par les forces navales qu'elle déploie en Méditerranée et dans le Nord de l'Atlantique.

Je ne crois pas que notre participation militaire à l'OTAN effraie outre-mesure les pays du pacte de Varsovie. Deux pays seulement, l'Islande et le Luxembourg, contribuent moins que nous par habitant à l'OTAN. Notre retrait de l'OTAN n'entraînerait pas de changements décisifs du point de vue militaire. Mais c'est une toute autre question sur le plan politique. L'Union soviétique ne cesse de rechercher une rupture ou une faille dans l'alliance de l'OTAN. Sur le plan politique donc, toute réduction ou tout retrait de nos forces en ce moment indiquerait un faiblissement réel de l'Alliance, et un tel désavantage politique est important.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles a affirmé hier que l'OTAN avait froidement